



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2018/n° 193/6.1

Objet : AUTORISATION EXCEPTIONNELLE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR UNE CONFERENCE EN PLEIN AIR, 19 RUE EMILE JAMAIS.

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le code de la Justice Administrative et notamment l'article R421-2,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014.

Vu l'Arrêté Préfectoral N° 2008-193-7 du 11 juillet 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu la demande présentée par Madame BIET Audrey, exploitant le magasin « Au troisième oeil » 19 rue Emile JAMAIS, 30220 Aigues-Mortes,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les lieux publics ;

Considérant l'engagement de Madame BIET Audrey, exploitant le magasin « Au troisième oeil » à respecter les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publique,

A R R E T E

ARTICLE 1 : DEROGATION

L'exploitante, Madame BIET Audrey, gérante du magasin « Au troisième oeil » est autorisée, à titre exceptionnel, à occuper le domaine public le dimanche 06 Mai 2018 de 14H00 à 18H00, 19 rue Emile JAMAIS, pour une conférence en plein air au droit de son magasin.

ARTICLE 2 : CIRCULATION

La circulation des véhicules autorisés sera interdite de 14h00 à 18h00 dans la rue Emile JAMAIS, dans la portion comprise entre la rue Alsace-Lorraine et la rue Louis BLANC. Une déviation sera mise en place par la police municipale à l'aide d'une toulousaine et d'un panneau réglementaire fournis par la mairie.

ARTICLE 3 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

L'exploitante devra prendre toutes les mesures utiles pour que les bruits émanant de ses locaux et ceux liés à son exploitation ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'exploitante doit rappeler à sa clientèle par tout moyen adapté la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage au moment des entrées et sorties d'établissement.

ARTICLE 4 : VERBALISATION:

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la route. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux assermentés à cet effet.

ARTICLE 5 : DELAI ET VOIES DE RECOURS:

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé

ARTICLE 6: APPLICATION :

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Capitaine commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 02 Mai 2018

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Certifié exécutoire compte tenu des :

- date de transmission à la Préfecture :
- date d'affichage :

L'Elu référent